

L'Institut panaméricain de géographie et d'histoire

Henri Dorion

Volume 5, numéro 10, 1961

Mélanges géographiques canadiens offerts à Raoul Blanchard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/020315ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/020315ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Dorion, H. (1961). L'Institut panaméricain de géographie et d'histoire. *Cahiers de géographie du Québec*, 5(10), 279–287. <https://doi.org/10.7202/020315ar>

NOTES ET NOUVELLES

L'Institut panaméricain de géographie et d'histoire

SEPTIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Buenos Ayres, août 1961

La septième assemblée générale de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire s'est déroulée, du premier au quinze août dernier, à Buenos Ayres. Parallèlement aux séances de l'Assemblée générale, les commissions de géographie et de cartographie, sections spécialisées du même organisme, ont poursuivi leurs travaux, en tenant, respectivement, leurs sixième et neuvième réunions de consultation.

Avant de résumer les travaux effectués lors de cette rencontre, il n'est peut-être pas superflu de rappeler certaines données sur les antécédants, le programme et l'importance de l'I.P.G.H. L'Institut a eu en effet, jusqu'à très récemment, peu de chance de susciter chez les géographes et apprentis-géographes de chez nous l'intérêt qu'il mérite, le Canada n'ayant, jusqu'à cette année, participé aux travaux et sessions de l'Institut qu'en observateur.

Depuis le premier août 1961, le Canada est devenu officiellement le vingt-deuxième État membre de l'I.P.G.H. De ce fait, des contacts plus fréquents et une collaboration scientifique plus étroite s'établiront ou s'accroîtront entre les organismes géographiques canadiens, universitaires ou gouvernementaux, d'une part, et les différents comités, groupes de travail et commissions de l'Institut panaméricain d'autre part. Espérons qu'ainsi les géographes canadiens manifesteront un intérêt plus soutenu aux travaux et recherches qui se poursuivent, soit dans les cadres mêmes de l'Institut, soit dans chacun des pays membres. Au nom de la solidarité panaméricaine, le géographe canadien a d'ailleurs le devoir de diriger ses intérêts vers les pays latino-américains. L'existence de l'I.P.G.H. traduit justement la nécessité et l'importance d'une *conscience géographique américaine*.

Bref historique

L'I.P.G.H. a trente-trois ans d'existence. Lors de la sixième conférence internationale des États américains, tenue à La Havane en 1928, le Mexique proposa un plan détaillé pour la création d'un Institut panaméricain de géographie et d'histoire. Ce plan concrétisait un vœu de plusieurs États latino-américains, exprimé trente ans plus tôt, qui souhaitait la mise sur pied d'un organisme permanent de coopération en matière de géographie et d'histoire à l'échelle des Amériques.

La conférence de La Havane appuya avec enthousiasme le plan mexicain et rédigea la charte de l'Institut, de même que ses statuts et règles. Ceux-ci sont restés fondamentalement inchangés depuis la création de l'I.P.G.H. Mais il est réconfortant de noter que, depuis une décennie, les buts et projets de l'Institut se sont matérialisés à un rythme croissant par des recherches, des études, des publications qui justifient maintenant — et amplement — l'existence de l'I.P.G.H., et la participation de *tous* les États américains à ses travaux.

La première assemblée générale de l'I.P.G.H. s'est tenue à Rio de Janeiro, en 1932. Ses travaux portèrent sur l'organisation interne de l'Institut. On y décida de la mise sur pied, aux quartiers généraux de l'Institut à Mexico, d'une

bibliothèque, d'une cartothèque, et d'une salle de revues (aujourd'hui alimentée régulièrement par la livraison de quelque 650 périodiques).

Les assemblées générales se succédèrent à intervalle de cinq ans, plus ou moins. Washington (1935), Lima (1941), Caracas (1946), Santiago (1950), Rio (1956), Buenos Ayres (1961) furent tour à tour le siège de ces réunions.

La Commission de géographie, dont la création fut suggérée par le Brésil lors de la quatrième assemblée générale (Caracas, 1946), fut établie comme partie intégrante et permanente de l'Institut, lors de la cinquième assemblée (Santiago, 1950). Les travaux de la Commission de géographie s'élaborent dans des réunions de consultation tenues à tous les deux ou trois ans. La sixième réunion de consultation en géographie s'est tenue à Buenos Ayres, parallèlement aux réunions de consultation des commissions de cartographie et d'histoire, et à la septième assemblée générale de l'Institut.

L'organisation de l'I.P.G.H.

L'I.P.G.H. a publié deux rapports sur la création, le développement et les programmes de l'Institut : l'un en anglais, en 1954 (*I.P.G.H. Pub. n° 180*), l'autre, mieux à date, en espagnol, en 1956 (*I.P.G.H., Pub. n° 206*). Ces publications exposent clairement les rouages et l'organisation interne de l'Institut.

En bref, mentionnons que l'I.P.G.H. est composé : d'une assemblée générale, d'un comité de direction, d'un comité exécutif, d'un secrétariat général, de trois commissions (géographie, cartographie, histoire), d'un bon nombre de comités et de groupes de travail attachés à chacune des commissions, et des vingt-deux sections nationales. Le tableau suivant montre la composition organique de l'I.P.G.H.

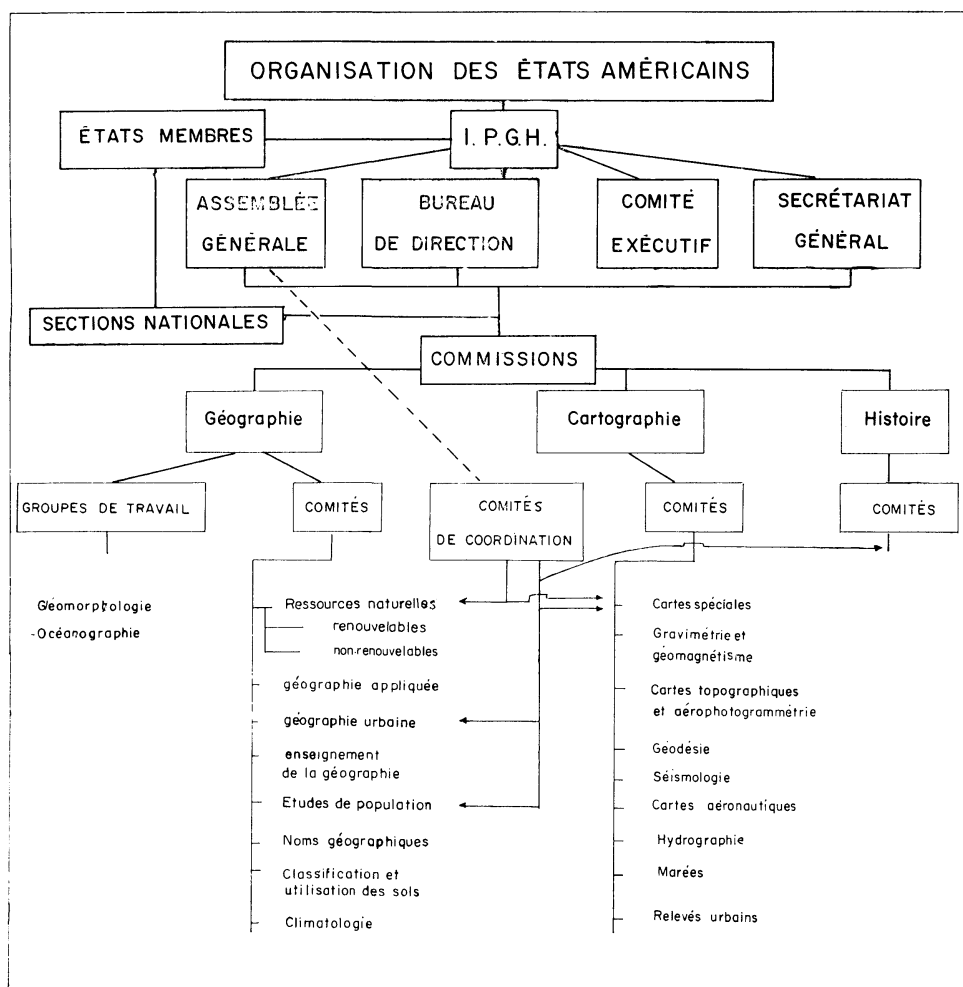
L'assemblée générale, composée des délégations des États membres, décide de la politique scientifique, administrative et économique de l'Institut. Plusieurs comités en relèvent, qui étudient certaines questions techniques (nominations, finances, résolutions, etc.)

Le secrétariat général a son siège à Mexico. De là, il coordonne les activités des divers organismes de l'Institut, dispersés un peu partout dans les républiques américaines. Il veille à l'exécution, par les États membres ou par les organismes concernés, des résolutions et recommandations formulées par les assemblées générales, le comité exécutif et les assemblées de consultation. Relèvent également du secrétariat général : la surveillance des projets qui n'entrent dans la compétence d'aucune autre section particulière ; la préparation des programmes des assemblées générales et des assemblées de consultation ; la supervision de toutes les publications de l'I.P.G.H. (qui se chiffrent maintenant par centaines) ; la gérance d'une bibliothèque d'une soixantaine de milles volumes. Le secrétariat général est le centre nerveux du système largement ramifié et dispersé de l'I.P.G.H.

Les commissions et les comités et groupes de travail qui en relèvent sont les organes les plus importants de l'Institut : là se fait tout le travail scientifique de l'I.P.G.H. Les consultations fréquentes (tous les deux ans environ) tenues par les commissions constituent un stimulus efficace, quelquefois indispensable, pour certains pays où la géographie a encore grand peine à voler de ses propres ailes. À chacune de ces consultations, tous les États membres font rapport de l'état de la science géographique dans leurs pays respectifs, et relatent les faits saillants du développement de la géographie depuis l'assemblée précédente. Cette mise en regard des progrès effectués chez les États membres permet à chacun de ceux-ci de mieux apprécier le chemin parcouru, de comparer le travail fait et les efforts fournis et, surtout, d'adopter les mesures de coordination nécessaires pour atteindre le plus tôt possible les objectifs proposés.

La commissions de géographie avait originellement réparti le travail de sa compétence entre cinq sections, et avait formé cinq comités spécialisés : *ressources naturelles de base* ; *colonisation et peuplement* ; *classification et utilisation du sol* ; *enseignement de la géographie* ; *géographie des Amériques*. Selon les besoins et suivant l'état de la recherche dans chacune des branches concernées, des comités nouveaux ont été formés, de même que des *groupes de travail* (pour l'étude préli-

TABLEAU I



minaire de problèmes devant éventuellement être étudiés par de nouveaux comités). Aujourd'hui, la commission de géographie de l'I.P.G.H. compte huit comités et deux groupes de travail : les comités de *climatologie*, *classification et utilisation du sol*, *géographie appliquée* (créé par la fusion de deux comités : celui de la *géographie des Amériques*, et celui des *recherches géographiques en vue du développement régional*), *géographie urbaine*, *enseignement de la géographie*, *noms*

géographiques, études de population, ressources naturelles (deux sous-comités : ressources naturelles renouvelables, et ressources naturelles non-renouvelables) ; ce dernier comité travaille en collaboration avec un comité de la commission de cartographie, celui des *cartes spéciales*. Deux groupes de travail : *océanographie, géomorphologie*.

Les *sections nationales*, qui participent aux assemblées générales et de consultation, remplissent une double fonction : celle de représenter leurs pays respectifs auprès de l'I.P.G.H., et celle d'amener leurs gouvernements à orienter leurs travail et recherches géographiques dans le sens proposé par les assemblées et organismes de l'I.P.G.H. Les sections nationales doivent, de façon régulière et continue, tenir l'Institut au courant des développements de la géographie dans leurs pays respectifs.

Importance et mission de l'I.P.G.H. ; limites

L'I.P.G.H. est un organisme dont le but premier est d'amener coopération et collaboration entre les nations américaines, en matière de géographie, de cartographie et d'histoire ; sa mission est de stimuler et de coordonner les activités des pays membres en ces domaines. De ce fait, il est difficile d'évaluer avec précision le rôle qu'a joué l'I.P.G.H. dans le développement de la science géographique en Amérique latine. Ce qui est certain, c'est que, sans l'appui moral, scientifique, et quelquefois financier de l'I.P.G.H. et des organismes avec lesquels il travaille, plusieurs pays latino-américains auraient eu peine à sortir de l'état léthargique où ils étaient depuis trop longtemps. L'I.P.G.H. est pour la géographie américaine le point focal où se rencontrent les messages des pays géographiquement adultes (État-Unis, Brésil, Canada, Chili), et où iront puiser les pays où la géographie commence à peine à prendre corps (Amérique centrale). Centre de collectage et de distribution des informations géographiques de tous ordres (démographie, méthodologie, géographie urbaine, climatologie, sismologie, etc.), l'I.P.G.H. est appelé à devenir le nœud de la science géographique dans les deux Amériques.

Il faut cependant déplorer que l'I.P.G.H. ne joue pas encore — loin de là — le rôle que théoriquement il devrait jouer. Il y a à cela plusieurs raisons :

1. *La relative jeunesse de l'I.P.G.H. en tant qu'organisme dévoué à la recherche scientifique.* Si la fondation de l'Institut remonte aussi loin qu'en 1928, et la formation de la commission de géographie en 1946, ce n'est que tout récemment (depuis les deux dernières assemblées générales) que les comités d'étude et les groupes de travail attaquent autrement que de biais les problèmes scientifiques qu'a à envisager la géographie américaine. L'I.P.G.H. étant essentiellement un organisme de coordination, ses premières préoccupations n'ont pas été, tout naturellement, d'amorcer lui-même le travail de recherche scientifique qu'il avait mission de promouvoir chez les pays membres. Il semble pourtant évident qu'on ne peut coordonner aucun travail scientifique sans y prendre part, au moins dans une certaine mesure. Les participants aux sessions de travail de l'Institut ont pris conscience de ce fait : l'esprit qui a régné aux délibérations des divers comités, lors de l'assemblée de Buenos Ayres, et la teneur de plusieurs résolutions adoptées lors de cette réunion en témoignent éloquemment.

2. *La défaillance de certains États membres.* La participation des États membres aux délibérations et aux sessions de travail de l'Institut n'a jamais été complète. À la cinquième réunion de consultation de géographie (Quito, 1959), six pays membres n'étaient tout simplement pas représentés. Aux sessions de Buenos Ayres, dix pays seulement sur vingt-deux ont présenté des rapports nationaux à la commission de géographie, et treize à la commission de cartographie. Il faut remarquer que les pays défaillants sont précisément ceux dont le

retard, sur le plan de la science géographique, exigeraient qu'ils participent à tous les travaux de l'I.P.G.H. À Buenos Ayres, deux seulement des six républiques centro-américaines ont fourni des rapports nationaux.

D'ailleurs, lors de délibérations assez tumultueuses sur des questions procédurales (établissement du vote nécessaire et suffisant), certains pays ont indirectement manifesté leurs intentions de ne pas participer à toutes les délibérations, en tentant d'empêcher que les deux tiers des votes, requis pour l'adoption de certaines résolutions, s'appliquent au total des États membres, plutôt qu'au nombre des États membres présents. Cela nous semble une attitude peu compatible avec l'esprit qui devrait animer l'I.P.G.H. et les États qui participent à ses travaux.

3. *Des représentations inadéquates.* Dans plusieurs pays latino-américains (la majorité peut-être), la science géographique est née de la science militaire. L'héritage est lourd et sans avenir. Parallèlement aux instituts « géographico-militaires », entreprises gouvernementales dont la fonction s'est souvent bornée à produire des cartes topographiques (stratégiques), d'autres instituts de géographie sont nés des écoles de haut savoir, préoccupés par l'enseignement et la recherche géographiques. Les membres des organismes gouvernementaux étant de droit désignés pour représenter leur pays aux réunions de l'I.P.G.H., on est bien obligé de déplorer que les véritables responsables de l'avancement de la recherche scientifique sont absents des délibérations et souvent complètement ignorés.

Il est impressionnant (mais rien de plus) de voir, à la liste des participants à la septième assemblée générale, treize colonels, treize capitaines, trois généraux, deux commandants, sept majors, etc. Au risque de paraître impertinent, nous tenons à mentionner le cas du Chili : la moitié des délégués étaient des militaires. Mais il n'y avait aucun représentant de ce magnifique Institut de géographie (*Universidad de Chile*) où trente-cinq chercheurs consacrent la totalité de leur temps à la recherche géographique scientifique et accomplissent un travail impressionnant.

Nous croyons que l'avenir de la géographie latino-américaine réside ailleurs que sous le carcan des ministères de la guerre. Cette conception « militariste » de la géographie est pourtant révolue (ou en tous cas devrait l'être).

La VII^e assemblée générale de l'I.P.G.H.

Signalons d'abord la singulière importance de cette assemblée pour le Canada, qui y siégeait officiellement pour la première fois. Il est certain que sa présence au sein de l'I.P.G.H. représentera pour le Canada plusieurs avantages d'ordre scientifique. On peut dire par ailleurs que l'avancement de la géographie au Canada place notre pays parmi les seniors de l'I.P.G.H., et souligne l'importance de sa mission géographique vis-à-vis les républiques latino-américaines. Notons que, lors de l'ouverture des sessions de Buenos Ayres, la nomination du docteur Marc Boyer, sous-ministre des mines à Ottawa, au poste de vice-président de l'I.P.G.H. pour l'Amérique du Nord, a honoré la délégation canadienne.

La septième assemblée générale, tenue à Buenos Ayres du 1 au 15 août dernier a réuni 223 délégués officiels. Les pays les plus largement représentés furent : les États-Unis (50 délégués), l'Argentine (45), le Brésil (21) et le Chili (14) ; le Canada, l'Équateur, le Mexique et le Venezuela avaient envoyé 10 délégués chacun. Ces chiffres peuvent paraître imposants ; ils ne le sont guère trop, si l'on considère le très grand nombre de commissions, de comités, de groupes de travail (une quarantaine) qui constituent les ramifications de l'I.P.G.H. Ceux-ci siégeant souvent en sessions parallèles, on comprend facilement que les comités groupant des représentants de tous les États membres forment exception.

Quoi qu'il en soit, les travaux effectués dans chacun des comités de même que le contenu des rapports nationaux valent la peine d'être mentionnés ici. Ils permettent de jauger l'ampleur des recherches dont l'I.P.G.H. est directement ou indirectement responsable. (Nous nous bornerons à citer ce qui a trait à la géographie).

Les rapports nationaux

Dix délégations ont fourni des rapports nationaux, faisant état de la situation de la recherche et de l'enseignement de la géographie dans leurs pays respectifs. Les informations contenues dans ces rapports donnent une idée des progrès encourus dans certains pays :

a) *nouveaux départements de géographie* : universités Concepción et Austral, au Chili ; université de Montevideo ; université Centrale, du Vénézuéla.

b) *publications importantes* : plusieurs « géographies de l'Argentine » ont vu le jour ces dernières années ; au Brésil, trois atlas : un atlas général et régional, un atlas des relations internationales, et le troisième volume de l'atlas climatologique ; l'atlas du Canada ; au Guatemala, un ouvrage de 1,000 pages sur la classification des sols de la république de Guatemala (voir notice signalétique) ; le ministère de l'éducation nationale du Vénézuéla a publié le premier tome de la *Géographie du Vénézuéla* (son auteur, Pablo Villa, s'est vu décerner le prix *Wallace-Atwood*) ; la délégation américaine a présenté, pour sa part, un catalogue des quelque 120 ouvrages de géographie publiés aux États-Unis depuis quatre ans, qui ont été en montre à l'exposition organisée par l'I.P.G.H., dans les cadres de la septième assemblée générale.

c) *nouveaux centres de recherche* : un institut d'océanographie (université d'Oriente, Vénézuéla) ; un institut des ressources naturelles renouvelables (université de Mérida, Vénézuéla) ; dans plusieurs républiques, de nombreuses stations géodésiques et climatologiques.

Il faut noter que deux pays sont particulièrement responsables du développement de la géographie en Amérique. Les rapports que les délégations brésilienne et étatsunienne ont présentés à la commission de géographie constituent des documents fort intéressants et instructifs ; ils témoignent des grands progrès de la géographie dans ces deux pays. Ces rapports ont été publiés et largement distribués. Étant donné l'ampleur et l'intérêt de leur contenu, nous en donnons des comptes rendus séparés. (Voir : *Status and trends of geography in the United States, 1957-1960*, et *Informe sôbre as atividades geográficas no Brasil*, notices signalétiques.)

Les travaux des comités

Le comité de climatologie, qui entretient des liens étroits avec l'O.M.M., aura comme principale mission de publier périodiquement un *bulletin de climatologie* ; celui-ci fera état des rapports fournis par les pays membres, et se référera à l'étude de problèmes scientifiques (la circulation atmosphérique, par exemple) et à des analyses bibliographiques. Côté enseignement, le comité a eu à déplorer la trop faible part faite aux problèmes de climatologie dans les programmes d'études de géographie.

C'est au comité de climatologie que revient l'initiative d'avoir proposé la formation d'un *groupe de travail de géomorphologie* (M. Jean Borde, directeur de l'Institut de géographie de l'université du Chili, en avait déjà fait la suggestion, à Quito en 1959.) Il est étonnant que cette proposition n'a soulevé aucun enthousiasme et que la géomorphologie semble être une préoccupation bien secondaire chez plusieurs géographes de l'I.P.G.H.

Le comité de classification et d'utilisation du sol verra à la publication prochaine des cartes d'utilisation et de classification des sols à l'élaboration desquelles il a travaillé depuis l'assemblée de consultation de 1959. Ces cartes, originellement confectionnées à l'échelle de 1/1,000,000, seront publiées à l'échelle de 1/5,000,000. L'apport du Canada (le docteur Nicholson) aux travaux de ce comité a été particulièrement précieux.

Le comité de la géographie des Amériques avait pour mission d'élaborer une « géographie des Amériques », œuvre scientifique conçue au niveau universitaire. Les activités spécifiques de ce comité, rattachées au projet mentionné, n'ayant pas encore été amorcées deux ans après sa formation, on s'est contenté d'adopter une résolution invitant urgemment les États membres à entreprendre et compléter des études de géographie régionale, et de dissoudre le comité. Les études qui relevaient de ce comité et celles, connexes, que devait poursuivre le comité des recherches géographiques en vue du développement régional, entrent maintenant dans la compétence du nouveau comité de géographie appliquée.

Le comité des ressources naturelles commande des travaux d'une extrême importance. On comprend que les pays dont les ressources naturelles sont immenses mais trop mal connues encore, portent aux travaux de ce comité un grand intérêt. Un plan plein de promesses a été élaboré : assistance technique ; cours en vue de la formation de techniciens ; mise sur pied d'un centre d'informations ; élaboration d'un système planifié et à point pour compléter les relevés de base des ressources des diverses régions ; mise à jour du matériel et des documents utilisés pour les relevés ; collaboration étroite avec le C.E.P. E.R.N. (Centre panaméricain d'entraînement pour l'évaluation des ressources naturelles). On ne saurait trop insister sur le rôle que ce comité et le C.E.P. E.R.N. sont appelés à jouer, particulièrement dans les pays sous-développés ou en voie de développement.

Il faut noter que le Brésil a pris une part très active dans les activités du C.E.P.E.R.N. qui y a établi ses quartiers généraux. L'I.P.G.H. a publié (Mexico, 1961) un feuillet de 38 pages sur le « projet 29 du Programme de coopération technique de l'Organisation des États américains ». Il vaut la peine de s'y référer et prendre connaissance du programme d'études très élaboré qui y est exposé. Celui-ci comprend trente-cinq sujets principaux, qui s'inscrivent dans cinq sections : 1. cours généraux ; 2. cours spécialisé en ressources géologiques ; 3. cours spécialisé en ressources hydrologiques ; 4. cours spécialisé en ressources forestières ; 5. cours spécialisé en ressources pédologiques.

Le comité de géographie urbaine a accompli un travail impressionnant grâce au dynamisme et à l'enthousiasme du professeur Angel Rubio (Panama), président du comité. Ce géographe a le feu sacré de la géographie urbaine et il a su le communiquer aux autres membres du comité. Celui-ci a un programme d'action fort ambitieux, déjà en voie de réalisation. La *Bibliografía de Geografía urbana de América*, préparée par le professeur Rubio, a été présentée à la dernière réunion de consultation (voir notice signalétique).

Les projets sont nombreux : préparation et publication d'une série *Ciudades de America* ; publication d'une revue de géographie urbaine des Amériques ; préparation d'un atlas des villes d'Amérique ; révision et publication des communications de la délégation brésilienne à la dernière assemblée de consultation : *Ensaio de delimitação da região urbana do Rio de Janeiro* et *Setores de Organização Urbana na Região do Rio de Janeiro* ; publication de nouvelles études sur le thème général de la géographie urbaine, dans la collection « géographie urbaine », dont la bibliographie préparée par le professeur Rubio constituait le premier numéro.

Le comité de l'enseignement de la géographie a formulé certaines recommandations destinées aux écoles d'enseignement secondaire : inclure la géographie

urbaine dans les programmes ; utilisation de la photo aérienne, des moyens cartographiques et audio-visuels. Il a également rappelé certaines idées et principes qui, dans les Amériques, devraient inspirer l'enseignement de la géographie, à tous les échelons : étude des différences psychologiques régionales, « conscience américaniste », compréhension internationale, etc.

Le comité des noms géographiques a comme principale mission d'amener les pays membres à prendre connaissance du rapport préparé par un groupe d'experts du Conseil économique et social des Nations Unies (*Informe del grupo de expertos en nombres geográficos*, Nations Unies, 1961), et à prendre les mesures nécessaires pour faire respecter les questions de principes et de méthode qui y sont exposées. Le but est d'uniformiser la toponymie américaine, tout en la préservant des changements auxquels un manque de contrôle peut l'exposer. (Le comité s'est toutefois prononcé contre la résurrection des toponymes anciens ou disparus.)

Afin que tous les États membres puissent mettre sur pied les organismes nécessaires pour exercer un contrôle efficace sur l'utilisation des noms géographiques, le comité a proposé un système de bourses selon lequel des stagiaires pourraient prendre connaissance des méthodes et procédés employés au *Board of Geographical Names*, à Washington, de même que dans des organismes de trois autres pays qui sont déjà avancés dans ce domaine : le Canada, le Guatemala et le Brésil.

La publication d'un glossaire, édité dans les quatre langues officielles de l'I.P.G.H. (quatre publications séparées) des termes géographiques américains, avec toutes les connotations régionales, constitue un projet immédiat. Pour sa part, la délégation guatémaltèque a présenté au comité l'étude de l'ingénieur F. Gall, *Estudio sobre nombres geográficos de Guatemala*, publication numéro 1 de la collection *Termes géographiques* (voir note signalétique).

Le groupe de travail des recherches géographiques en vue du développement régional, on l'a signalé plus haut, a été incorporé dans le comité de géographie appliquée. Sa dernière résolution visait la création d'un centre interaméricain pour la formation de techniciens en matière de développement régional. Un comité *ad hoc* étudie les modalités de formation et de fonctionnement d'un tel centre, dont la responsabilité reviendrait à une université américaine, choisie par l'I.P.G.H.

Le comité des études de population étudiera, d'ici la prochaine réunion de consultation, surtout les questions de mouvements migratoires. Un comité de coordination a été prévu pour régir les rapports entre ce comité et ceux de géographie urbaine, des cartes spéciales (commission de cartographie), et les comités de la commission d'histoire qui peuvent étudier des problèmes similaires ou parallèles. L'I.P.G.H. s'occupe du financement de projets particuliers, comme les études sur la population de la province de Córdoba (Argentine), sur l'immigration au Vénézuéla, sur les questions générales de population en Argentine.

Le groupe de travail d'océanographie a, pour le moment, mission de prendre note des possibilités, dans chacun des pays membres, de créer des postes, stations et instituts océanographiques, de colliger une bibliographie exhaustive sur les problèmes océanographiques en Amérique, de s'enquérir des besoins de certains États membres quant aux instruments requis, au manque de techniciens, etc.

Conclusion

Pour conclure, contentons-nous de mentionner que le succès des entreprises de l'I.P.G.H. ne tient à rien autre qu'à la bonne volonté des États participants. Tous et chacun de ceux-ci ont quelque avantage à retirer de cet organisme, inspiré par des principes élevés d'entr'aide, de coopération et d'assistance. L'I.P.G.H. n'aurait réussi qu'à promouvoir la compréhension internationale entre les pays de la communauté panaméricaine, que sa mission aurait été en grande partie

remplie. De ce fait, les contributions financières des États membres, beaucoup trop modestes d'ailleurs, sont amplement justifiées.

Il faudrait souhaiter cependant que la structure de l'I.P.G.H. en vienne à s'assouplir de façon à permettre une plus large participation des instituts géographiques non-gouvernementaux. À cet égard, la création de centres d'entraînement et de formation, dans les cadres de l'I.P.G.H., est de très bonne augure.

Henri DORION

Mission géomorphologique de l'université Laval sur la rive sud du détroit d'Hudson au cours de l'été 1961

Durant les mois de juillet et août 1961 eut lieu la première mission scientifique du Centre d'études nordiques de l'Institut de géographie de l'Université Laval que dirige M. Louis-Edmond Hamelin. Il s'agissait, en l'occurrence, d'une mission géomorphologique composée de Yolande Dorion-Robitaille et de Yves Cartier, sous la direction du soussigné, qui travaillèrent dans la région littorale comprise entre Ivugivik et la baie Déception, dans la partie arctique du Québec.

L'objectif scientifique principal de la mission consistait en une étude de l'émersion glacio-isostatique dans cette région à partir des faits géomorphologiques. Les formes qui se sont créées et le matériel qui a été mis en place soit lors de la submersion soit lors de l'émersion sont localisés essentiellement au fond des nombreuses anses et baies qui ourlent cette côte, et dont les plus importantes sont l'anse de Sagluk et la baie Déception. Nos observations sur les plages soulevées, sur les terrasses marines et fluvio-marines, sur les deltas perchés, sur la moraine non-remaniée, sur les blocs perchés et sur d'autres critères géomorphologiques nous ont permis de constater, entre autres choses, que l'altitude maximum atteinte par la dernière transgression ne semble guère avoir dépassé 600 pieds, tant aux alentours du cap d'Iberville (cap Wolstenholme) qu'à la baie Déception, ce qui paraît infirmer les valeurs de 900 et de 810 pieds respectivement, données par d'autres pour ces localités, et confirmer nos observations rapides de 1959 sur ce problème dont nous avons déjà rendu compte ailleurs.

De nombreux échantillons de coquillages ont pu être prélevés à divers niveaux critiques pour analyse au carbone 14. Nous espérons qu'une fois en possession des résultats de ces analyses, il nous sera possible d'esquisser les principales étapes du rebondissement glacio-isostatique et de définir le rythme de l'exhaussement.

En plus de ces travaux relatifs à l'émersion post-glaciaire, la mission a aussi travaillé à une cartographie préliminaire des formes périglaciaires sur cette côte. Une recherche de géographie physique appliquée, portant sur les problèmes de navigation côtière pour les *schooners* et les baleinières, a également été effectuée.

Le transport du personnel de mission et du matériel entre Québec et Sagluk s'est fait à l'aide d'un hydravion Canso. Sur place, l'équipe a pu louer un *schooner* « *Peterhead* » avec équipage esquimau, pour ses déplacements le long de la côte. Des liaisons par radio furent maintenues avec Sagluk, au cours des travaux de terrain, au moyen d'un poste TR-20. Outre le patronage de l'Université Laval et plus particulièrement de son Institut de géographie, la mission a reçu l'aide matérielle de plusieurs organismes et notamment celle du Conseil national des recherches d'Ottawa, du Ministère des